Un opprimé : l’enfant

L'opinion générale se scandalise beaucoup, dans notre société dite démocratique, de l'organisation de la jeunesse en masses militarisées et fanatisées dans les régimes fascistes. Les défilés gigantesques d'enfants marquant le pas sont, en effet, le côté spectaculaire et volontairement impressionnant par où éclate l'emprise de l'État sur les jeunes générations. Que la France n'ait pas le goût d'offrir au monde l'image de sa jeunesse enrégimentée et disciplinée, ou qu'elle en soit organiquement incapable, ne témoigne en aucune façon du libéralisme de son système éducatif, ni surtout des buts généreux d'émancipation de l'État français, fût-ce la III^{e} République, à l'égard des individus et des masses opprimées. N'oublions pas que, fascistes ou démocratiques, les régimes actuels sont tous capitalistes, c'est-à-dire basés sur l'injustice et la domination. En conséquence, tous organisent leur enseignement en fonction, non du bien de la personne humaine, mais de la grandeur de l'État ou de la nation.
En France, le gouvernement n'échappe pas à cette nécessité d'asservissement spirituel, économique et politique des masses. Aussi la législation scolaire est-elle une législation de classe, les méthodes éducatives sont-elles encore autoritaires et traditionalistes. A tous les degrés, les éducateurs ont pour mission de former, selon la mystique laïque et républicaine, les jeunes générations à leur rôle de citoyens et de producteurs en qualité, soit de chefs militaires et bourgeois, soit d'esclaves prolétariens.

Que ce soit physiquement, moralement ou intellectuellement, l'enfant subit mille contraintes artificielles qui briment l'essor de ses possibilités, de ses aptitudes. Cette violence faite à sa nature provient tout autant de l'ignorance que de la routine, des préjugés ou de la méfiance. Les parents eux-mêmes ignorent beaucoup des besoins physiques de leurs enfants. L'Église apprend à l'enfant à mépriser et à mortifier son corps. L'école est organisée de telle sorte que le développement physique passe au second plan. La famille,

souvent disloquée par les nécessités économiques, ne lui assure plus la sécurité matérielle. Les enfants sont frappés, comme les adultes, des maux inhérents au capitalisme : misère physiologique et pauvreté. En période de crise, de guerre surtout, malgré les hypocrites et d'ailleurs impuissantes mesures de protection physique, le capitalisme renouvelle chaque jour le massacre des innocents.

Les groupes naturels ou sociaux qui entourent l'enfant, famille, église, parti politique, le contaminent de leurs tares morales ou idéologiques à un âge où il ne peut encore réagir. Ils le rompent à leurs habitudes, à leurs vertus sociales ou l'enrôlent dans leurs propagandes particulières. Aucune place n'est laissée au jeu naturel de ses instincts, de ses tendances, de ses aspirations. On se méfie d'autant plus de son originalité que l'effort pour l'intégrer et le dominer est plus avoué. De gré ou de force, il doit rentrer dans les normes communes.

Quant à l'école, c'est un des plus subtils moyens de domination employés par l'État. Les deux ordres d'enseignement, primaire et secondaire, font éclater dès l'enfance la réalité des hiérarchies sociales et emprisonnent l'enfant dans le carcan des cadres sociaux.

À tous les degrés, les méthodes d'enseignement sont dogmatiques et intellectualistes, malgré les encouragements officiels à l'école primaire pour des méthodes actives d'éducation nouvelle. Mais l'école primaire subit trop la contrainte bureaucratique pour employer des méthodes qui exigeraient un changement complet de structure scolaire. Lorsqu'une place est faite à l'enseignement attrayant et concret ou aux « techniques d'expression libre », c'est grâce à l'habileté et au bon vouloir des instituteurs. D'une façon générale, la formation intellectuelle se fait selon les règles classiques, avec un fort préjugé rationaliste, que l'on croit libérateur mais qui, lui aussi, enferme les esprits dans d'étroites limites. Si bien qu'il existe un conformisme

artistique et littéraire et que, dans ces domaines, toute innovation, toute formule nouvelle déchaîne d'abord le scandale. C'est ainsi que se forme ce type d'humanité équilibré, mais sans hardiesse et sans grandeur qu'est le Français moyen.

Enfin, où y a-t-il place pour la vraie liberté de l'enfant lorsque les programmes primaires sont axés sur les idées de travail et de patrie ? Y a-t-il de l'imprévu et de la liberté dans le développement d'un être dont le législateur arrange et borne d'avance la destinée ?

C'est une grande imprudence de la part de nos gouvernants de proclamer que la France forme des hommes libres. C'est un grand danger pour les opprimés que de manquer de lucidité au point de se vanter et de se réjouir que « chez nous » on n'emploie pas les méthodes fascistes. Car ici encore le fascisme est l'ennemi intérieur, bien camouflé. Le système scolaire républicain, lui aussi, empoigne les enfants corps et âme, les imprègne de la mystique d'une démocratie illusoire, leur enseigne son catéchisme, les prépare à être broyés sans méfiance et sans révolte par la machine économique.

Heureusement qu'il existe des fissures dans le système, et des hommes libres pour sauver un peu de la liberté dont la jeunesse est frustrée. Une réforme scolaire est à l'étude, appuyée par un effort syndical où des voix révolutionnaires essaient de se faire entendre. D'ailleurs, il existe déjà quelques « écoles nouvelles » qui poursuivent une recherche pédagogique vraiment émancipatrice et dont les résultats sont encourageants. La France, ici encore, est en retard sur ses soeurs en démocratie ; mais il est probable qu'à la faveur des bouleversements en cours, les routines scolaires seront brisées et que les revendications des éducateurs révolutionnaires aboutiront à une organisation plus souple et libérale des établissements d'enseignement où l'on travaillera d'un cœur sincère à l'épanouissement intégral de la personne humaine.